

[Text]

First of all, I think we established very good working relations with a number of small developing countries that CIDA does not deal with. In the South Pacific, for instance, Canada had an impact on 14 small developing countries. The same was true in the southwest Indian Ocean, where we dealt with island states which all have equal votes at the UN with the largest powers in the world. So we had an influence there, and we had good working relations with them. I think it was a positive influence.

I think when it comes to domestic considerations, we provided a focus that was lacking in the CIDA program. I don't think anyone from CIDA will disagree with that. In fact, in the last three years of our operation, from the statistics we have, our fisheries-related program within the ocean sector was greater than CIDA's. Our funding was \$13 million and theirs was \$3 billion, so it indicates we were focused on something that had not received due attention within the Canadian sector.

Within Canada, many people benefited from that in private companies and universities that students from developing countries attend, so we had an impact within Canada as well from our perspective. We co-operated with international organizations such as UNDP, UNEP, the IOI, which Canada traditionally did not have relationships with from the point of view of helping developing countries.

We had a certain international approach, which is going to be lost now that ICOD is disappearing. It brought intangible benefits to Canada, which nevertheless were valuable.

• 1610

Mr. Farmer: The other aspect is that a lot of work has been done by ICOD with the developing countries in the educational sector. The result is I think over the period of the life of ICOD we've assisted over 700 people to go through graduate programs and education. Many of these people have now risen to some very prominent positions within these countries. So we've carried on a very close alumni-type relationship, which we think would serve Canadians very well, in our linkage and goodwill, and for private-sector Canadians if they're going forward, wanting to carry out joint operations in those countries.

Mr. Gary Vernon (Former President, International Centre for Ocean Development): I would just add that if you look at it politically, the establishment of a sectoral organization was a gauge of Canada's interest in helping developing countries manage the 200-mile zone. The primary thrust in the post-Law of the Sea period was to assist developing countries, who had supported us at Law of the Sea in many ways, to manage their own resources, and to

[Translation]

Tout d'abord, je pense que nous avons établi de très bons rapports de travail avec un certain nombre de petits pays en voie de développement avec lesquels l'ACDI ne faisait pas affaire. Dans le Pacifique Sud, par exemple, le Canada a aidé 14 petits pays en voie de développement. C'est la même chose dans le Sud-Ouest de l'océan Indien, où nous avons fait affaire avec des États insulaires qui ont aux Nations Unies un vote égal à celui des plus grandes puissances mondiales. Nous avons de l'influence là-bas, et nous avons de bons rapports de travail avec ces pays. Je pense que c'était une influence positive.

En ce qui concerne les avantages pour le Canada, le centre offrait une orientation qui n'existait pas dans les programmes de l'ACDI. Je pense que personne à l'ACDI ne dirait le contraire. En fait, au cours des trois dernières années, d'après les statistiques dont nous disposons, notre programme relié aux pêches dans le secteur des océans était plus important que celui de l'ACDI. Notre financement s'élevait à 13 millions de dollars et le leur à 3 milliards de dollars, ce qui montre que nous étions centrés sur un domaine qui n'avait pas reçu toute l'attention voulue dans le secteur canadien.

Au Canada, notre programme a profité à bien des gens dans des entreprises privées et dans les universités qui étaient fréquentées par des étudiants des pays en voie de développement. Le centre avait donc un impact au Canada également. Nous avons coopéré avec des organismes internationaux comme le Programme des Nations Unies pour le développement, le Programme des Nations Unies pour l'environnement, l'Institut international de l'ozone, avec lesquels le Canada n'avait pas traditionnellement de rapports du point de vue de l'aide aux pays en voie de développement.

Nous avons une certaine perspective internationale, qui va disparaître avec la dissolution du CIEO. Le centre avait pour le Canada des avantages intangibles, mais néanmoins réels.

M. Farmer: En outre, le CIEO a fait beaucoup de travail dans les pays en voie de développement dans le secteur de l'enseignement. Pendant toute l'existence du centre, nous avons aidé plus de 700 personnes dans le domaine de l'enseignement et des programmes de 2^e cycle. Bon nombre de ces personnes occupent aujourd'hui des postes très importants dans leurs pays. Nous avons gardé des liens très étroits avec ces anciens étudiants, ce qui peut être utile à notre avis aux Canadiens également, dans nos rapports avec ces pays, et aux entreprises privées canadiennes qui voudraient mener à bien des projets conjoints avec ces pays.

M. Gary Vernon (ancien président, Centre international d'exploitation des océans): J'aimerais tout simplement ajouter que du point de vue politique, la création d'un organisme sectoriel indiquait la volonté du Canada d'aider les pays en voie de développement à gérer la zone de 200 milles. Le principal objectif pendant la période qui a suivi la Convention sur le droit de la mer, c'était d'aider les pays en voie de développement, qui nous avaient appuyés de bien des